



Covid-19: la situation à l'école "risque de favoriser la contamination à Noël"

Guislaine David, cosecrétaire générale du SNUipp-FSU, estime que les mesures prises contre l'épidémie, difficiles à appliquer au sein des établissements scolaires, sont loin de freiner les contaminations dans les classes. L'appel est solennel. Signe d'une énième rupture du dialogue avec le ministère de l'Education nationale, sept syndicats du premier degré (SNUipp-FSU, SE-Unsa, Sgen CFDT, CGT Educ'Action, Sud Education, Snalc et SNE) appellent dans une lettre ouverte le Premier ministre, Jean Castex, à «prendre en urgence toutes les mesures nécessaires pour endiguer l'épidémie au sein des écoles». Dès le 29 novembre – quelques jours après l'annonce du nouveau protocole prévoyant qu'une classe ne ferme plus dès la détection d'un cas de Covid mais que tous les élèves soient testés –, le SNUipp-FSU (premier syndicat du primaire) avait fait part de son inquiétude à Jean-Michel Blanquer. Une adresse laissée lettre morte. Interrogée par Libération, Guislaine David, cosecrétaire générale de ce syndicat, ancre la volonté de «s'adresser plus haut».

Une fois encore, la politique de l'école ouverte de Blanquer prime sur la sécurité sanitaire ?

Cette décision n'est pas une décision de santé publique, c'est une décision économique et politique. Tout le monde s'accorde à dire que les écoles sont un moteur de contamination. En fin de semaine, on était à plus de 48 400 cas hebdomadaires dans les classes et cela ne cesse d'augmenter. Le nouveau protocole n'est pas du tout adéquat. On a constaté dans nos établissements que, lorsqu'un cas positif est décelé dans une classe, des enfants pouvaient être négatifs à J-0 ou à J+1 mais s'avérer positifs à J+2, J+3... Entre-temps, ils sont allés à l'école, ont fréquenté d'autres élèves. Le délai d'incubation n'est pas pris en compte.

Les classes fonctionnent en mode dégradé depuis décembre. On ne ferme plus immédiatement, mais au bout de quelques jours on se rend finalement compte qu'il y a trois cas dans la classe. On finit par renvoyer tous les enfants chez eux avant de la rouvrir quelques jours plus tard car le premier cas positif détermine la fermeture – donc la réouverture –, et ce quand bien même il y a d'autres élèves infectés. Sans compter que, pour les parents, il est parfois compliqué de trouver un créneau pour faire un test rapidement. Il faut parfois plusieurs jours. Tout cela risque de favoriser la contamination à Noël dans les familles.

Quels écueils constatez-vous sur l'application du protocole ?

La gestion au quotidien est très compliquée. Les directeurs et directrices d'école passent leur temps à appeler les parents, vérifier les tests, appeler l'agence régionale de santé... C'est un cercle vicieux. On a, en outre, de plus en plus de personnels touchés directement ou via leurs enfants par le Covid avec des absences non remplacées. Les équipes ne tiennent plus et appellent au secours. Quand l'enseignant voit sa classe perturbée par un cas positif, il doit assurer l'enseignement en présentiel et en distanciel. C'est impossible, il ne peut pas se dédoubler. Certains enfants se retrouvent donc sans continuité pédagogique.

L'école est dégradée par les choix politiques du ministre. Lorsqu'on fermait la classe dès le premier cas, l'enseignant pouvait mettre en place pour tout le monde un système de documents à fournir aux familles ou un enseignement via le numérique.

Espérez-vous une réaction du gouvernement avant les congés de Noël ?

On voit le temps qui file et on a l'impression que le gouvernement laisse pourrir la



situation. Il ne s'agit pas de se dire que ces deux semaines vont tout aplanir et qu'en revenant en janvier, tout sera normal. Il faut aussi pouvoir à la rentrée avoir pris des décisions permettant à l'école de fonctionner dans de bonnes conditions . Si on veut anticiper, c'est maintenant que nous devons les prendre. On attend du Premier ministre qu'il réagisse, prenne ces mesures nécessaires pour limiter cette contamination dans les écoles, qu'on puisse notamment rediscuter de cette règle «un cas de Covid on ferme la classe et on protège tout le monde».

La question de l'aération est aussi centrale. Pour l'heure, qu'est-ce qui a été mis en place ?

Le gouvernement s'est reposé sur les collectivités locales. A force d'insister sur les capteurs de CO2 , le ministère a instauré un système d'aides aux communes. Mais ce n'est pas suffisant, les communes disent qu'un capteur correct coûte bien plus cher que 50 euros. Certaines collectivités ne peuvent pas s'en procurer et renvoient donc la balle au gouvernement. Depuis le début de la crise sanitaire, on insiste également sur l'enjeu du bâti des écoles. Certains bâtiments sont tellement anciens que les fenêtres ne s'ouvrent pas, il est impossible d'aérer. Il faut sur un temps plus long un plan de relance pour les écoles afin d'avoir des établissements pouvant fonctionner en ayant de bonnes conditions d'aération.

L'Inserm recommande la mise en place d'un dépistage régulier. Au regard des difficultés rencontrées, pensez-vous cette solution envisageable ?

Le dépistage réactif arrive trop tard. Il est nécessaire d'avoir, comme en Autriche, des systèmes de tests réguliers permettant d'éviter les cas positifs dans les classes tout en instaurant une organisation gérable pour les écoles. Là aussi, le ministère n'a pas trouvé de solution. On constate que l'impossibilité de retourner en classe sans test négatif force les parents à aller le faire passer mais dans les autres cas, seuls 50% des tests proposés par l'éducation nationale étaient effectués. Il y a des spots publicitaires sur la vaccination, les gestes barrières, mais aucun sur l'intérêt du test chez les enfants. Le savoir positif permet de mettre à l'abri tout le monde, y compris dans la famille.

